

**Chrétiens d'Orient - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question écrite à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 31 juillet 2018)

La France entretient une longue histoire d'amitié avec les communautés chrétiennes d'Orient, qui participe à la position particulière française au Proche-Orient, et en premier lieu à son lien privilégié avec le Liban. Dans le contexte actuel, marqué par les persécutions de Daech et par l'embrasement généralisé dont les premiers à pâtir sont les personnes appartenant à des minorités, la France s'est mobilisée, plus que tout autre pays, en faveur des chrétiens d'Orient et des autres victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient. Elle agit par fidélité envers des populations historiquement proches, souvent francophones, et qui se tournent vers la France avec une attente particulière ; par cohérence avec l'approche française globale et universaliste des droits de l'Homme, comprenant la liberté de religion ou de conviction ; par conviction que la diversité humaine, religieuse et ethnique est une part essentielle de l'identité du Moyen-Orient et qu'il ne sera pas possible d'assurer la paix, la démocratie et la prospérité dans cette région si cette diversité est détruite. La France a été en première ligne de l'effort international pour vaincre le djihadisme. Elle combat et continuera de combattre Daech dans le cadre de la coalition internationale, et ce jusqu'à ce que le groupe djihadiste soit durablement éradiqué de Syrie et d'Irak. Elle est engagée pour stabiliser les territoires libérés par la Coalition et ses alliés.

La France a été à la pointe de la mobilisation de la communauté internationale en soutien aux personnes appartenant à ces minorités. La grande conférence internationale qu'elle a réunie à Paris en septembre 2015 a abouti à un plan d'action concerté des pays participants pour venir en aide aux victimes de persécutions ethniques et religieuses au Moyen-Orient. Des conférences de suivi, à Madrid en 2017 et à Bruxelles le 14 mai dernier, ont permis de maintenir la mobilisation de la communauté internationale. Lors de cette dernière conférence, une importance particulière a été donnée au cours des débats à l'éducation.

Pour relancer à nouveau cet engagement, la France organisera une nouvelle conférence de suivi en 2019.

La France a apporté une aide directe et concrète, permettant aux victimes des violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient de se relever de leurs épreuves. Elle a notamment créé dès 2015 un Fonds de soutien aux victimes des violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient. Par son biais, la France a déjà engagé 15 millions d'euros, sur près de 60 projets concrets, qui viennent en aide aux communautés concernées, en Irak, au Liban, en Jordanie et en Turquie. Elle a reconduit en 2017 ce fonds en l'abondant de 10 millions d'euros.

Une priorité de l'action française est le soutien aux réfugiés et aux déplacés, qui sont

particulièrement vulnérables. La protection de leur culture est une des clés du maintien des minorités dans un Moyen-Orient riche de sa diversité millénaire. À ce titre, la France s'est particulièrement engagée pour la protection et la réhabilitation du patrimoine culturel et religieux des chrétiens d'Orient et des autres minorités. Au plan international, elle l'a notamment fait à l'occasion de la conférence d'Abou Dabi sur le patrimoine en péril, qu'elle a co-organisée avec les Emirats Arabes Unis en décembre 2016.

Le président de la République a également rappelé à de nombreuses reprises l'importance de la francophonie, notamment au Moyen-Orient. Les écoles chrétiennes et en particulier catholiques, au Liban et dans plusieurs autres pays du Proche et du Moyen-Orient apportent depuis plusieurs siècles une contribution essentielle à la diffusion de langue française, et de ses valeurs, pour l'ensemble de leurs élèves, quelle que soit leur confession. L'engagement de la France à leur égard n'a pas vocation à faiblir, notamment au Liban qui est le creuset de la francophonie et de la francophilie de la région. C'est dans cet esprit qu'à l'occasion de la visite officielle en France du Patriarche maronite (28-30 mai dernier), le président de la République a pris la décision de renouveler un engagement qu'avait pris la France en 1891 vis-à-vis du clergé maronite lui permettant d'accéder à des bourses d'étude.

Le maintien durable des chrétiens et des autres minorités en Orient nécessite que des solutions politiques durables qui les associent soient trouvées. C'est le sens de l'action de la France en soutien à une solution politique négociée en Syrie, sans quoi le régime syrien continuera son oeuvre de prédation et de polarisation confessionnelle, avec pour conséquence la poursuite de l'embrasement régional. C'est cette solution politique négociée qui ouvrira la voie à un financement international de la reconstruction de la Syrie.

Enfin, les élections législatives en Irak doivent marquer une étape essentielle vers le renforcement de la démocratie, la constitution d'un gouvernement inclusif et la mise en place d'une véritable réconciliation nationale. La France est convaincue que la diversité humaine, religieuse et ethnique doit rester une part essentielle de l'identité irakienne sans laquelle il ne sera pas possible d'assurer la paix, la démocratie et la prospérité./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)